

spécial élections

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

Rédigé par la section
de Tours de la LCR

JEUDI
6 MAI

VOTEZ F. CASTELLO

candidat de la Ligue Communiste

Révolutionnaire

● Le rôle des élections est de donner l'illusion au travailleur qu'il décide, à égalité avec son patron, de son sort et de celui du pays. Après comme avant le passage dans l'isolement, le patron reste patron, l'ouvrier retourne à sa chaîne, rien n'est réglé. De l'exploitation et du gaspillage, de l'arbitraire patronal et des scandales, du travail parcellisé et des journées interminables, de l'intox et de l'oppression sous toutes ses formes, rien n'est réglé de ce qui ne peut être que par les luttes des travailleurs pour imposer leurs revendications et prendre directement en mains l'organisation de la société.

Quand les urnes sont directement l'impasse dans laquelle on veut fourvoyer la mobilisation révolutionnaire des masses, comme en juin 1968, les révolutionnaires appellent au boycott. Quand chacun lutte sans pouvoir dépasser le cadre étiqué de son entreprise, quand les illusions demeurent que passer le cap des 50 % en installant Mitterrand à la place de Chirac résoudrait les problèmes, les révolutionnaires doivent participer aux élections. Parce qu'elles sont une tribune alors qu'on les écarte systématiquement des moyens d'informations, mais aussi parce que les résultats ne sont pas indifférents : tout recul des partis bourgeois est interprété comme une victoire par la classe ouvrière qui y voit un encouragement pour ses luttes. Après son échec des cantonales, la bourgeoisie craint que les partielles de Tours n'annoncent plus nettement encore la débâcle. Royer à la porte, c'est un grand coup de pied à Giscard vers la sortie. C'est bien pourquoi, au 2ème tour, tous les travailleurs devront donner leurs voix au candidat ouvrier qui affrontera Royer.

L'enjeu qui se centre aujourd'hui sur le fauteuil de Royer au parlement, c'est celui du pouvoir politique. Les révolutionnaires ne peuvent être absents de cette confrontation. Actifs dans les luttes ouvrières, celles de la métallurgie, de la SNCF, de l'hôpital, ils doivent montrer qu'il n'y a pas de coupure entre l'action revendicative et le débouché politique. Pour sauver sa « reprise », la bourgeoisie ne veut pas céder : elle répond à nos revendications en envoyant ses flics. Chacun comprend qu'on n'ira pas plus loin sans d'abord chasser ce régime d'ores et déjà minoritaire.

Le sens de la candidature de la LCR est de montrer qu'il n'y a pas un terrain syndical et un terrain politique, celui des élections, mais qu'il faut développer les luttes en se donnant les moyens de vaincre indépendamment de tout calendrier électoral. Cela veut dire aujourd'hui poser le problème de la centralisation des luttes : c'est dans le « tous ensemble contre ce régime discrédité » que se trouve l'issue de la crise, non dans la compétition électorale qui conduit à tous les abandons.

Voter Castello, c'est d'abord voter pour battre Royer ; mais c'est aussi se prononcer pour l'organisation d'un mouvement d'ampleur nationale sur les revendications reprises dans tous les secteurs contre le chômage et la vie chère. C'est s'opposer aux directions réformistes du PC et du PS qui, quoique majoritaires, se refusent à prendre leurs responsabilités, alors que jamais le mécontentement n'aura été aussi grand : comment expliquer autrement leur absence le Premier Mai ?

Voter Castello au premier tour sera un acte politique clair et important. Tout doit être fait pour battre Royer, mais il faut aussi exprimer sa défiance vis à vis du Programme Commun, comme de toute tentative de gérer le capitalisme. Voter Castello sera rappeler que nous ne croyons pas qu'il suffira de changer d'équipe gouvernementale, que nous ne faisons confiance qu'à nos luttes pour mettre un terme au règne des exploités. Plus les travailleurs seront nombreux à porter leur voix sur le candidat de la LCR, plus s'affirmera l'exigence d'une solution révolutionnaire.

LE SENS DE NOTRE CAMPAGNE

● Ecrasée pendant l'apogée du gaullisme, la Touraine sort de sa léthargie sous la pression du renouveau des luttes depuis 68, de la recomposition du prolétariat local, et d'une situation matérielle catastrophique pour les travailleurs.

Le retard des salaires par rapport à la région parisienne (la moitié des salariés gagne moins de 2000 F par mois), la vague de chômage qui a frappé la Touraine avec un pourcentage supérieur à la moyenne nationale, ont provoqué un mouvement de luttes sans précédent.

Des mobilisations où la conscience progresse

Contre le chômage et la vie chère, c'est plus d'une vingtaine d'entreprises du privé qui sont entrées en lutte.

La classe ouvrière tourangelle commence à intégrer des formes de luttes avancées qui débordent le cadre traditionnel tracé par les organisations réformistes. Du comité de grève à l'hôpital en 1973 à la remise en route de la production à la COFAL en 1975, toute une série d'expériences diverses ont été faites.

Partout où ils étaient présents, les militants de la LCR se sont battus pour contribuer à unifier les travailleurs en lutte.

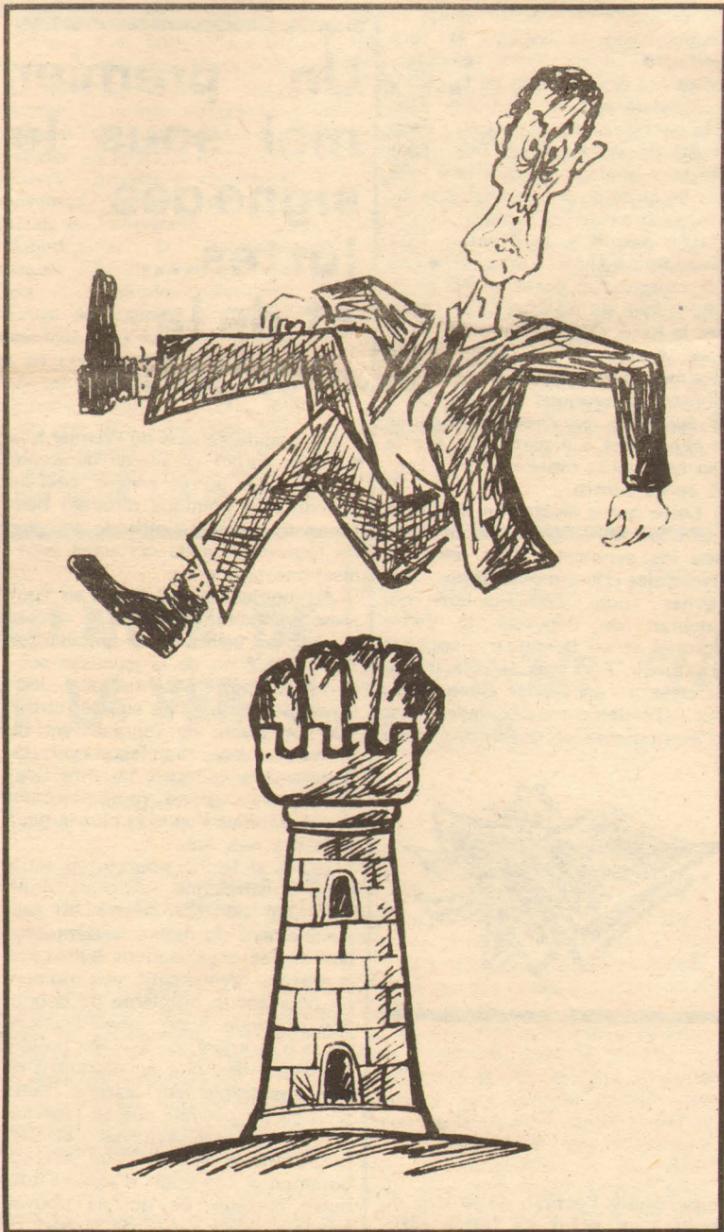
Dernièrement dans la métallurgie, contre les propositions réformistes qui voulaient se battre catégorie par catégorie, ils ont opposé la réduction massive de ces catégories, le principe : « à travail égal, salaire égal », et des augmentations de salaire s'appuyant sur le rapport de force qui se développait. La lutte dans la métallurgie a permis de confronter les propositions : pour obtenir la valeur du point à 14,20 F, les réformistes ne proposaient que des journées d'action-pression, tandis que les révolutionnaires plaçaient l'action au niveau exigé par les revendications, et soutenaient donc la proposition de coordination, dans une journée de lutte pour aller plus loin, des diverses entreprises mobilisées en même temps.

De la même façon, à la SNCF, la lutte a été arrêtée contrairement à la volonté des cheminots et au rapport de force qu'avait imposé la lutte. « Nous n'en ferons pas un test pour enclencher un mouvement généralisé », disait G. Seguy, démontrant par là, la volonté de ne pas engager l'épreuve de force possible et nécessaire.

Les perspectives existent :

Pourtant les luttes peuvent payer. Chez Voyer par exemple, ce n'est pas grâce à M. Royer si l'emploi est maintenu, mais bien grâce à la mobilisation continue des travailleurs. Malgré toutes les gesticulations de Royer et, les finances de l'entreprise son t loin d'être au niveau d'avant la crise. Les travailleurs devront donc rester mobilisés, pour que comme à Lip les patrons ne reviennent pas à l'assaut d'ici quelques mois.

Suite en dernière page



GALA CULTUREL

Vendredi 7 mai de 20 h à minuit, salle Paul Bert avec le Groupe Z, le théâtre à Bretelle, de la Carmagnole, Ciné lutte...

Le vendredi 7 mai de 20 h à minuit, une soirée culturelle sera organisée avec un certain nombre de groupes culturels afin de dénoncer le désert culturel entretenu par Royer dans notre belle ville de Tours. Après un certain nombre d'interventions spectaculaires et projection de ces groupes, des débats seront organisés autour des expériences culturelles passées ou en cours dans la ville de Tours. Tous les animateurs culturels et « artistes locaux » sont invités à y participer. Au cours de cette soirée sera projeté le film réalisé par le comité de soldats de la BA 705 sur la période des « classes » pendant le service militaire. Une bonne illustration de l'embrigadement de la jeunesse dans l'armée. Un excellent moyen également de populariser la lutte des soldats pour les droits démocratiques.

Cette soirée est soutenue par le comité de soutien à M. Surduts et la section de Tours de la Ligue communiste révolutionnaire.

appel URGENT

POUR UN SOUTIEN FINANCIER

Une campagne coûte cher, très cher (8 638 francs et quarante cinq centimes — pas un de moins ! — rien que pour les bulletins de vote et les circulaires...)... Nous ne disposons que des cotisations de nos militants et sympathisants. Envoyez votre soutien financier à la même adresse.

Pour prendre contact avec la LCR écrire à l'adresse suivante : Marcel Deltell 3, rue Ules Charpentier 37000 Tours.

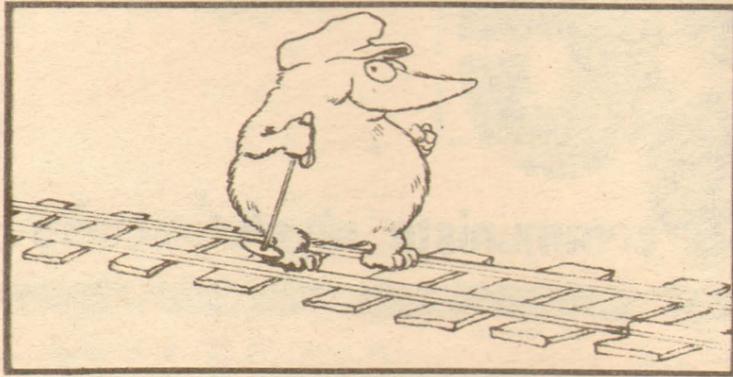
LA GREVE A LA SNCF

Une énorme
combativité
gaspillée

Il y a un mois, la grève nationale de la SNCF qui a touché les centres de St Pierre des Corps et de Tours, a été un des éléments importants dans la remontée des luttes locales. Le développement du chômage et des licenciements en Touraine avait été un facteur de blocage important pour les travailleurs tourangeaux. Malgré les luttes de Voyer, Gibert et Clarey, Doubinski, RSI en automne, celles-ci n'avaient pu transformer réellement le contexte social local, et le climat était à l'attente chez les travailleurs, face à l'offensive patronale. C'est à partir de février, autour de Schmidt, Dubernard, mais surtout des revendications sur les classifications dans la métallurgie, que les luttes vont connaître un nouvel élan, aiguës par la victoire de la gauche aux cantonales.

C'est dans ce contexte que la grève de la SNCF a démarré. La direction fait traîner depuis janvier des négociations nationales; un mécontentement grandissant qui sortira dans la rue plus de 10 000 cheminots à Paris le 9 mars. Malgré cela la direction repoussera les négociations au 22 mars. La grève lancée quelques jours avant par le FGAAC sur des revendications partielles (nouvelle échelle, T5 Roulant) va très vite connaître un écho important et dépasser le stade corporatiste pour se développer sur la base des négociations nationales: revalorisation du métier de cheminot, pas de salaire au-dessous de 2000 F, 400 F pour tous. Quand le 23 mars les fédérations CGT et CFDT appelleront à la grève reconductible par 24 h, le mouvement deviendra massif.

Les cheminots de St Pierre et de Tours vont entrer en lutte plus nombreux qu'en 71 où la direction avait été obligée de lâcher sur les primes de vacances. Mais dès le départ cette combativité ne va pas être réellement exploitée. La CGT, majoritaire chez les cheminots et qui seule avait les moyens d'organiser réellement la grève active, va se limiter à appeler à des assemblées générales centrales quotidiennes sans aucune autre perspective: aucun tract aux usagers et autres travailleurs du secteur public et nationalisé pour faire comprendre leur action, voir l'élargir. En définitive, seuls quelques centaines de cheminots participeront à ces AG centrales. Puis très vite la division syndicale va commencer à peser sur la combativité des cheminots: le 25 les fédérations CGT-CFDT, prenant prétexte de la signature d'un accord avec la direction par les syndicats minoritaires FGAAC, FMC, FO, CFTC, CGC, vont transformer les 24 h



reconductibles en 48 h définitives, avec comme perspectives l'arrêt de la grève au bout. A ce moment pourtant la mobilisation est à son point le plus haut: il y a possibilité d'élargir l'action à d'autres secteurs, de durcir le mouvement. L'accord signé par les syndicats minoritaires est dérisoire: 7,5 % d'augmentation sur l'année, suppression de la dernière zone de salaire; intégration d'une partie de l'indemnité de résidence dans le traitement... C'est dans ce sens qu'interviendra la section CFDT en refusant les propositions des fédérations et en proposant de continuer l'action jusqu'au dimanche soir. Le vote en AG sera significatif: il reprendra majoritairement les propositions de la CFDT, condamnant ainsi le refus des luttes de la part de la direction CGT; dans les AG de syndiqués CGT le débat sera très houleux. Devant une telle division la détermination des cheminots va commencer à faiblir. Le 25, à la fin des 48 h, la direction CGT demandera à ses militants de ne pas tenir compte des votes en AG et de rentrer, laissant seule la CFDT continuer la lutte. C'est le tournant de la grève. A partir de là, celle-ci va vite retomber. Le samedi, à l'AG des grévistes convoquée par la CFDT il n'y aura plus que quelques dizaines de cheminots à y participer. Sur le plan national la reprise se fera centre après centre.

Cette grève illustre en définitive l'attitude des dirigeants réformistes dans les syndicats: leur refus de développer la mobilisation afin d'éviter toute centralisation qui risquerait de dépasser le cadre sectoriel et en définitive s'opposer au pouvoir. Pour eux la voie tracée est celle des échéances électorales: tout débordement de ce cadre n'est qu'aventurisme et gauchisme. Cela



« L'ORDRE ET LA LIBERTE »

« Lutter pour les libertés, c'est lutter pour l'ordre », a conclu Vincent Labeyrie, à la fin d'une déclaration jugée importante par la Voix du Peuple, hebdomadaire de la fédération d'Indre-et-Loire du PCF

Après son 22^{ème} congrès, le Parti a décidé de présenter à Tours un savant. « La blouse blanche et le bleu de travail », ce n'est pas une simple formule: cela marque un tournant dans l'intervention, axée désormais plus en direction des couches moyennes. Même si à Tours, ces couches représentent un poids considérable, c'est la politique nationale du PC qui vise à gagner cet électeur hésitant, mais jusqu'ici plus tourné vers la droite ou le PS. La tâche est donc ardue, mais les compromis s'annoncent à la hauteur: ce sont les déclarations sur les défenses nationales, la famille, la propriété privée, etc... C'est dans ce sens qu'il faut

comprendre l'article de la Voix du Peuple: en effet de telles références à l'ordre et à la liberté font plus que semer la confusion sur les moyens nécessaires pour changer la vie.

Comment ces notions peuvent-elles être utilisées sans tenir compte de la nature de classe de l'Etat? Dans un pays capitaliste, cet Etat, ces libertés, cet ordre, sont ceux des exploités.

Ces déclarations donnent des illusions aux travailleurs sur les chemins qui mènent au socialisme. Plus: parler de l'ordre, ou des valeurs familiales et morales qui s'effiloquent ne manquera pas de troubler bon nombre de jeunes et de travailleurs sur l'idée qu'ils se font du socialisme. Ces valeurs ne sont pas les nôtres, ce sont celles dont la bourgeoisie a besoin pour perpétuer son exploitation.

Est-ce vraiment cela changer la vie?

veut dire pour les cheminots attendre la victoire de l'Union de la gauche en 78 pour voir aboutir les revendications. Mais alors pourquoi expliquer qu'il faudra aussi se mobiliser une fois l'Union de la gauche au pouvoir pour faire appliquer les revendications, alors que dès maintenant rien n'est fait pour faire aboutir ces mêmes revendications?

Une journée d'action est prévue dans le courant du mois de mai nationalement. Il semble vraiment que les directions syndicales nationales n'aient tiré aucun bilan de la dernière grève...

Un premier mai sous le signe des luttes... et de la division

Les manifestations du Premier Mai à Tours auront connu un caractère différent des autres années, ceci lié au contexte politique différent bien sûr, mais aussi à l'attitude sectaire ou opportuniste de certaines organisations politiques.

Au moment où les luttes en Touraine semblent connaître un nouvel élan après celles de la métallurgie, de la SNCF ou de la jeunesse scolarisée, où notre potentiel local, Jean Royer ne semble pas sûr de retrouver son poste de représentant du patronat, les manifestations du Premier Mai auraient pu être l'occasion d'un grand rassemblement populaire dans l'unité la plus large. Il n'en n'a rien été.

Le PS et le PC, pourtant si actifs dans la campagne électorale, n'ont pas jugé bon de se lier au rassemblement du matin, laissant ainsi aux seules organisations syndicales le terrain revendicatif. Au moment où pourtant le problème du débouché politique à ces revendications est le plus criant, ceux-ci ont préféré privilégier leur fête au détriment de tout rassemblement unitaire. Cette division ne pouvait que se répercuter sur le plan syndical: la CGT proposant à la CFDT un cortège commun à condition d'exclure tout autre cortège, ce qui ne pouvait servir qu'un refus de la part de l'UIS-CFDT.

Nous nous sommes donc retrouvés le matin du premier Mai avec un rassemblement sans manifestation de la CGHT AU ME(ME ENDROIT UN CORTÈGE CFDT, étudiants lycéens, femmes, antimilitaristes, collectif Espagne, appelant à manifester. Quant aux organisations politiques d'extrême gauche, le PSU et la GOP, soucieux d'être avec les masses, n'apparaissent pas dans la manifestation; LO ne trouvant comme seule explication à son absence que le souci d'éviter tout affrontement. Seules la LCR et la FA avaient jugé bon d'y être présentes.

Cette manifestation combative, malgré son chiffre réduit (600 à 700) donne quand même un aperçu de ce qu'aurait pu être une réelle mobilisation populaire si le sectarisme des uns et l'opportunisme des autres ne l'avait pas compromise.



LECTIONS-CIRCUS ET DEMOCRATIE OUVRIERE

Il fallait s'y attendre: les panneaux ni même les murs de Tours ne sont assez vastes. Le débat politique entre les propositions des divers partis au travers des affiches fait place à une concurrence déloyale qui tourne à la guérilla...

Royer fait campagne sur le thème de « l'homme seul », qui saura se faire

éluire sur la base de ses seules capacités politiques malgré le *mar-teau-pilon* de la propagande des partis ouvriers. Toutefois, par précaution sans doute, de mystérieuses équipes jouissent d'une totale impunité, lacèrent systématiquement les affiches de ces mêmes partis. Venant de ce côté là, l'affaire ne nous surprend pas: comme par le passé, l'auto-défense ouvrière saura faire retrouver le chemin de leur terrier aux nervis et nazillons qui prétendent interdire de parole les militants ouvriers.

Le plus grave vient de ce que, dans les rangs mêmes du mouvement ouvrier, se multiplient des actes contraires à la démocratie ouvrière.

Ce sont d'abord les affiches des autres que l'on recouvre, telle équipe de colleurs de la LCR dont on rend le matériel inutilisable, tel militant de Lutte Ouvrière que l'on roue de coups alors qu'il faisait du porte à porte à St Pierre des Corps... Tout accuse le PCF.

Juquin rappelle que toute organisation ouvrière

Juquin, l'homme-sourire, anime une campagne qui se veut de large ouverture, où le mot de liberté revient sans cesse... Mais les méthodes sont restées les mêmes. Comment un *point vert* pourrait-il suffire à faire oublier d'un coup des années de violence contre les autres courants du mouvement ouvrier? Faut-il croire que l'Union du Peuple de France ne s'adresse qu'aux petits et moyens patrons et aux officiers démocratiques?

La LCR rappelle que toute organisation ouvrière a liberté entière de s'exprimer comme elle l'entend. Tout en affirmant qu'aucun parti ne peut monopoliser les emplacements d'affiches, ses militants continueront à respecter le matériel des autres candidats ouvriers.

47 licenciements maintenus à la SKF

L'industrie des roulements à bille est, paraît-il, en crise. Cela semble bizarre quand la presse n'arrête pas de titrer sur la reprise, particulièrement dans l'automobile. La vérité, c'est que la SKF rentabilise à outrance. La règle semble devenir: un seul ouvrier pour conduire 4 machines!

La productivité a largement augmenté: les licenciements sont le résultat de la volonté du patronat SKF: attaquer les travailleurs pour augmenter ses propres profits.

Face à cette offensive, une occasion a été perdue au moment des mobilisations sur les classifications. Les travailleurs ont bien le sentiment qu'on risque de ne pas en rester là... d'autres licenciements sont encore possibles! La mobilisation est aujourd'hui la seule ressource si l'on veut stopper l'offensive patronale.

Casser les cadences par le travail au mini peut être une solution pour une lutte efficace. En plus du problème des salaires, voilà donc un thème nouveau à intégrer aux revendications.

Les travailleurs de la SKF ne doivent pas faire les frais de la rentabilisation!



OU VA LE MOUVEMENT ETUDIANT ?



Oui ! Les étudiants sont toujours en grève : leur mouvement revendicatif a débuté, rappelons-le, à la mi-janvier, et depuis, les étudiants de Tours participent à la lutte nationale pour l'abrogation de la réforme du 2ème cycle.

Les enjeux de la réforme, dans un cadre de montée des luttes ouvrières, ont fait de ce conflit une cristallisation, de la crise du gouvernement.

Aujourd'hui, le pouvoir semble prêt à tout pour ne pas céder aux revendications étudiantes... c'est que l'enjeu est pour lui de taille, et ses marges de manoeuvre restreintes.

Cette réforme qui achève un remodelage complet du système universitaire dans une situation de crise, est pour lui d'une importance particulière. Cet affrontement national, qui entre dans le contexte de montée des luttes ouvrières est peu à peu sorti de son isolement. Un recul du pouvoir apparaîtrait alors comme un sérieux coup de semonce pour ce gouvernement discrédité et comme un encouragement aux travailleurs de tous les secteurs qui se heurtent à son intransigeance.

Sur cette base, le pouvoir joue aujourd'hui le pourrissement de la lutte. Après quelques hésitations, devant l'ampleur du mouvement, Saulnier-Seité choisit de bloquer toute réelle négociation, envoie ses flics et développe le chantage aux examens.

Cette situation, les étudiants l'ont vite comprise. Le blocage de la situation a suscité de nombreux débats dans les assemblées générales. Les étudiants situant, aujourd'hui, leur mouvement dans une lutte contre le gouvernement. Ils sont aussi conscients qu'ils ne peuvent mener seuls cette lutte. C'est le sens de leur démarche vis à vis des enseignants, des syndicats ouvriers, mais aussi directement envers les entreprises en lutte.

Les coordinations nationales ont défini des objectifs clairs pour la consolidation et l'extension du mouvement, appelant les enseignants à participer réellement au blocage de l'université, travaillant à la jonction avec les lycéens et les collégiens en lutte contre le même projet.

Localement, des initiatives ont été prises en ce sens, à travers une manifestation avec la Fonction Publique, et des manifestations étudiants, lycéens, collégiens, enseignants (SGEN, SNESup, CGT Patos enseignants).

Non à la capitulation !

Après des dangeux flottements à propos du mot d'ordre de grève générale de l'Université, l'UNEF et le SNESup appellent aujourd'hui à la reprise des cours, satisfaits des négociations engagées avec Saulnier-Seité.

Nous ne sommes pas opposés par principe à toute négociation, mais en l'occurrence il n'y a rien à négocier, car

la réforme du 2ème cycle est inamenable. Les prétendues obksions du pouvoir dont l'UNEF et le SNESup prennent prétexte pour appeler à la reprise, des cours ne doivent laisser aucun doute : la réforme est maintenue;cbkgnisations proposent simplement de capituler. Cet appel à la reprise, alors que rien n'est obtenu, s'accompagne pour le SNESup d'une politique répressive vis à vis des examens. Le SNESup parallèlement à l'administration et à Saulnier-Seité se bat pour que les examens se passent dans les conditions habituelles, sur tout le programme. Ces positions apparaissent comme un coup de poignard dans le dos du mouvement. C'est gravement pénaliser les étudiants qui luttent depuis de nombreuses semaines. Il est vrai que cette attitude fait suite à

la menace d'en faire passer certains devant le Conseil d. Discipline.

Le SNESup apparaît comme le champion de l'ordre universitaire : on comprend mieux qu'il ait bien pris soin de laisser ses appels à lutter sans perspectives précises, rejoignant le mouvement étudiant vers la grève générale de l'université.

Aujourd'hui, la trahison est flagrante. Elle illustre la politique des directions syndicales réformistes de blocage des luttes : elle illustre de même leur refus de coordonner les luttes, en l'occurrence de travailler à la grève générale des étudiants, lycéens, collégiens, enseignants. Enfin, le refus de la part des directions CGT et CFDT d'accepter les comités de grève au sein du cortège syndical est un coup de plus apporté contre une lutte qui,

décidément, effraie les bureaucrates de tout poil.

Pour nous, sans sous-estimer les difficultés, la bataille pour la grève générale, qu'a maintenue la coordination de Censier, reste la seule voie possible. Mais il faut savoir la mener avec les assemblées générales massives en la nourrissant de batailles complètes. Il faut savoir l'ancrer dans une perspective de bataille contre l'école de classe en discutant autour de la plate-forme votée à Censier, en la complétant, en l'amendant.

Ainsi, nous maintiendrons le cadre unitaire et démocratique de la mobilisation, nous renforcerons les instruments de notre lutte permanente pour une formation au service des travailleurs.

TOURS ROYER : AU NOM DE L'ORDRE ET DE LA VERTU

Les présidentielles ont été un échec, Royer ne le nie pas, mais son appréciation d'une erreur ne porte pas tant sur le contenu de sa campagne que sur le moment choisi pour la faire. Il s'est replié dans sa forteresse municipale pour se refaire une image de marque. Sa campagne actuelle est donc centrée sur son efficacité, sa compétence, son expérience.

Il expose magistralement (d'un doigt de maître d'école) son coup : Il a choisi « son moment » entre une crise qui d'après lui se termine et une relance effective mais très fragile. La période est donc importante ; il faut redresser les choses qui ne vont pas, redresser signifiait simplement pour lui dresser dans un régime autoritaire les fortes têtes ouvrières et récompenser les bons élèves, patrons si bien appliqués dans leur désir de bien faire de l'argent.

Un programme résolu-ment anti-ouvrier

Dans un premier temps, parer au plus pressé :

- avant la fin de la session parlementaire, il propose une réunion état/patronat/syndicats en une sorte de « Grenelle à froid » pour élaborer un **contrat social** pour limiter l'inflation ;

- lancer un appel aux investissements à long terme par une indexation du capital investi sur le coût de la vie ;

- relancer la consommation de base par une diminution de la TVA sur les produits de premières nécessités.

On y voit se dessiner une stratégie de « maîtrise » de la situation s'appuyant sur une politique de contrats et d'indexations.

Libéralisme économique et autoritarisme politique

Il veut redresser l'orientation économique en favorisant les entreprises et en cassant la puissance syndicale. Pour les entreprises, il est plein de largesses :

- Contre les nationalisations et l'autogestion il propose les sociétés d'économie mixte utilisant les capitaux publics et privés ;

- réduire les charges des entreprises en réformant le régime de la sécurité sociale (financement par l'impôt direct et contrôle sévère de l'absentéisme ouvrier).

- Laisser à l'entreprise la liberté de recrutement et de licenciement ; défendre le rôle du chef d'entreprise.

Contre les syndicats, il fait preuve de sa haine des syndicats de classes : il veut introduire la CFT pour réduire l'influence des syndicats qu'il appelle « marxistes », pour construire un syndicat intégrationniste à l'allemande.

Pour transformer l'orientation de l'économie, il expose sans sourcilier l'instrument dont il a besoin : un Etat fort, fort de son armée et de sa police. C'est une perspective d'un Etat foncièrement autoritaire et répressif qu'il dessine sans cache-cache.

Une main de fer donc décorée de compétence et d'efficacité, il est dangereux de lui barrer la route.

La campagne du PS : LE VENT EN POUPE...

Ce qui frappe d'abord c'est le haut niveau d'apparition du PS dans cette élection : venue de nombreux responsables nationaux (Rocard, Deferre, Guidoni (1), Beregovoy, Ester et bien sûr Mitterrand).

Apparition presque égale à celle du PCF au niveau des publications et de l'affichage.

Succès de la fête de la Fédération d'Indre et Loire le 1er Mai.

Comme le PC, le PS a « mis le paquet », car au-delà de la lutte Union de la Gauche contre Royer, il y a la rivalité PS-PC qui va être très vive. La fédération du PS, déliquiscente après 1968, a opéré sous l'impulsion d'une tendance Poperen une remontée spectaculaire qui s'est concrétisée par le gain de 3 sièges de conseillers généraux en mars 1976.

On a assisté en réalité à un tir croisé des campagnes du PC et du PS.

- Le PCF, qui considère que les voix ouvrières lui sont acquises, axe sa campagne sur la personnalité de Vincent Labeyrie, candidat écologiste. Il s'adresse surtout aux couches moyennes qu'il tente de ravir au PS.

- Le PS quant à lui, mène une campagne apparemment plus radicale que celle du PC, il s'adresse longuement aux travailleurs qu'il tente de gagner à lui. Mais si le PS revendique de nombreux groupes socialistes d'entreprises (GSE) en Indre et Loire, leur réalité militante est très faible. Un seul de ces groupes d'entreprise était présent à la fête de la fédé à Evres le 1er Mai.

LES LYCEENS AUSSI...

Jeudi 29 avril, l'inter-lycées qui regroupe des délégués de tous les Comités de lutte lycéens de Tours a appelé à une journée de mobilisation sur la ville.

Des grèves massives ont eu lieu au lycée de Loches et à Paul-Louis-Courrier à Tours. Par contre ailleurs, le mouvement a été plus inégal. Ce sont cependant tous les lycées qui étaient représentés à la manif du soir, organisée conjointement par l'inter-lycées et les comités de grève étudiants et qui a regroupé environ 300 lycéens.

La lutte des lycées n'a pas encore débouché nationalement. Elle reste très éclatée. Pourtant la réforme Haby nécessite un combat prolongé et en profondeur. Aujourd'hui les comités de lutte commencent à s'enraciner dans les lycées. C'est dans ces comités que peuvent se retrouver tous les lycéens déjà organisés politiquement et tous les inorganisés. Les militants et sympathisants de la L.C.R. se battent pour les renforcer.

- Tous unis dans les bahuts contre la réforme Haby !

- Solidarité avec les étudiants face au refus du pouvoir de tenir compte de leur mobilisation contre ses projets !



- Pour le reste, le PS fait, comme le PC, une campagne fondamentalement réformiste. Il s'adresse aux couches de la population en tant que telles sans montrer la nécessité de leur union au combat de la classe ouvrière.

Bien sûr, à Tours comme ailleurs, le PS se donne une image New-look. A sa fête, le 1er Mai, après avoir parlé de l'autogestion, Edith Cresson conclut : « Le PS a les meilleurs économistes du moment ». Peut-être, mais est-ce une raison pour s'approprier à gérer l'économie dans son cadre capitaliste actuel et au lieu et à la place des travailleurs ! Est-ce cela que le PS appelle l'autogestion ?

Une certitude demeure : de la campagne du PS comme de celle du PC, les travailleurs ne retireront pas de perspectives concrètes de lutte pour chasser le gouvernement Giscard-Chirac. Tous deux ne proposent qu'une solution : attendre bien sagement 78 c'est-à-dire subir encore la crise et ses effets.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque



Le sens de notre campagne

(suite de la page 1)

Ces succès partiels peuvent être portés à une autre échelle, au niveau national. Ceci d'autant plus que la Gauche est majoritaire dans le pays. Le rapport de forces est donc largement en faveur des travailleurs que ce soit au plan de la légalité bourgeoise qu'au plan de la mobilisation. Le 1^{er} Mai est là pour témoigner des possibilités que recèlent la centralisation des luttes.

Nos propositions :

De par leur politique, les réformistes refusent l'épreuve de force : nous l'avons vu dans le cadre des luttes, et maintenant la campagne électorale actuelle démontre là aussi le sens de leur politique.

Royer, quant à lui, mène une politique anti-ouvrière caractérisée : une rénovation des Halles qui ne concerne pas les travailleurs, des constructions aux Rives du Cher, mais à des prix inabordables (ce qui fait que de nombreux logements restent vides) ; une augmentation systématique des loyers (plus 65 % au Sanitas de 68 à 75) ; des impôts locaux qui ont augmentés de 76 % en 6 ans... Royer transforme sa ville au profit du petit patronat local.

Dans ce contexte, ce sont des objectifs de luttes que nous proposons aux travailleurs et aux couches populaires :

Au-delà des luttes d'entreprises, il faut organiser le mouvement ouvrier pour organiser la mobilisation contre les méfaits de la politique de Royer.

Nous soutenons les propositions du Comité de chômeurs CFDT : faire la jonction avec les travailleurs des TRT pour imposer les transports gratuits que Royer a refusés aux chômeurs. Une même jonction pourrait être réalisée avec les travailleurs de l'EDF en ce qui concerne les coupures de gaz et d'électricité.

De même, nous soutenons la proposition de la section CFDT de l'Hôpital : faire sortir les problèmes de la Santé (qui concerne tous les travailleurs) du cadre hospitalier pour que, dans l'unité ouvrière, ce soient tous les partis et syndicats ouvriers qui imposent une Santé au service des travailleurs.

Au sujet du contrôle sur les prix, les travailleurs de l'Hôpital avaient déjà organisé une vente de produits agricoles avec les paysans-travailleurs pour dénoncer concrètement l'inflation. Il ne manquait que les travailleurs des grands magasins pour qu'il puisse y avoir un réel contrôle ouvrier sur les prix.

UNE DEMARCHE UNITAIRE EXEMPLAIRE

Jeudi 29 avril, la section CFDT de l'hôpital Bretonneau a organisé une conférence de presse sur la répression syndical au CHU. Y étaient invités, outre la presse régionale et les sections syndicales, l'ensemble des candidats ouvriers aux élections législatives. Trois de ceux-ci y ont assisté : Castello, Surduts et Lussault.

Ces militants de la CFDT ont énuméré les multiples cas de répression à l'hôpital : tantôt répression ouverte, tantôt plus subtile. Le débat a permis également de lever le voile sur la gabegie financière et l'insuffisance criante de personnel.

Mais cette conférence de presse est surtout un précédent très important sur les nécessaires rapports sans exclusives qui doivent exister entre les organisations politiques et syndicales. La section de Tours de la LCR s'engage à répondre favorablement à toute nouvelle initiative de ce genre.

Le sens de notre campagne est donc bien celui-là : montrer aux travailleurs tourangeaux que, dans le cadre de la société bourgeoise, il ne peut y avoir de « gestion démocratique » comme le proposent les réformistes, mais seulement la mobilisation des travailleurs pour imposer les revendications et avancer vers le contrôle ouvrier sur les conditions de vie et de travail.

Dans quelques luttes de secteurs nos propositions ont trouvé un début d'application. Cela prouve que c'est la voie dans laquelle il faut s'engager. Faire faire l'expérience aux travailleurs qu'autre chose est possible c'est aussi leur faire comprendre qu'il faudra affronter la bourgeoisie pour garantir les conquêtes.

Parallèlement à cela, nous avons participé à d'autres luttes : au côté des soldats, pour la défense de leurs droits démocratiques, notamment le droit syndical ; avec les femmes pour obtenir l'avortement et la contraception libres et gratuits, pour la conquête de nouveaux droits, pour leur organisation autonome dès maintenant qui permettra, avec la classe ouvrière, de poser dans la lutte pour le socialisme les premiers jalons de leur libération ; avec les jeunes, mobilisés contre la réforme Haby.

Dans toutes ces luttes, nous nous battons pour la mobilisation de toutes les couches populaires, autour de la classe ouvrière, l'unité avec le mouvement ouvrier est fondamentale pour obtenir la victoire.

Le rapport de force est aujourd'hui en faveur des travailleurs et des couches populaires : il est d'autant plus néfaste que ceux qui ont la confiance de la majorité des travailleurs reculent pas à pas chaque fois que la bourgeoisie frappe du poing sur la table : dans la jeunesse scolarisée, à la SNCF, pour les immigrés, etc...

Pire, dans ce contexte, les organisations réformistes ne se battent même pas pour des élections anticipées.

Veulent-ils que les travailleurs et les couches populaires se serrent la ceinture jusqu'en 78 ?

PAS DE SOCIALISME SANS LIBERATION DES FEMMES

La crise accentuée de la société bourgeoise et l'entrée des femmes sur le marché de l'emploi ont été des éléments déterminants pour les sortir d'un mutisme millénaire.

La reprise économique de l'après guerre, si elle a permis l'ouverture du marché de l'emploi aux femmes, leur a aussi réservé un sort bien particulier : sous-qualifiées, elles sont maintenues dans des professions dites « féminines » (dévouement, disponibilité, douceur, doigté...). Parce qu'une femme ne peut vivre autrement que dépendante, son salaire n'est qu'un appoint pour le ménage. Et pour celle qui travaille, les tâches domestiques et la charge de l'éducation des enfants n'ont pas pour autant disparu : ainsi elle cumule ses 8 heures ou plus de travail à l'usine et un nombre incroyable d'heures de travail à la maison : c'est la cavalcade quotidienne... debout 6 H - 8 H le bus - 9 H le boulot - 18 H le bus - 19 H les courses - 20 H les gosses - 23 H le lit et rarement pour le plaisir et ça recommence... Nous réclamons :

- crèches gratuites ouvertes 24 H sur 24.
- à travail égal, salaire égal !
- pas de discrimination sexiste dans la formation professionnelle et à l'embauche !
- réduction du temps de travail pour toutes et tous !

Et, quand vient une crise, ce sont elles les premières à être renvoyées au foyer, lieu naturel où elles peuvent « s'épanouir » en tant que mère-femme-et-épouse !!!

A Tours, plus de 3 000 femmes sont touchées par le chômage. Devant cette situation qui se développe, Royer a ses solutions : « Il faut équilibrer le rôle professionnel et conjugal ou maternel de l'épouse. Délivrer un véritable salaire et une retraite à la mère de famille restant au foyer, pour élever ses enfants. « Voilà son programme pour les femmes : institutionnaliser le travail ménager des femmes. Il veut nous faire croire que notre place est au foyer, au milieu des gosses et de la vaisselle. ET BIEN NON !

- Nous refusons d'être une main-d'oeuvre mobile et bon marché qu'on renvoie au foyer en temps de crise.

- Nous disons NON au « salaire maternel » !

Maus Royer continue : « Dès la formation de l'embryon, la vie humaine doit être reconnue et protégée. Tout doit être mis en oeuvre pour éviter l'avortement, par le dosage délicat mais nécessaire d'information sexuelle individualisée des enfants, d'éducation de la responsabilité sexuelle des jeunes par les parents, de la contraception volontaire notamment de la part de l'homme et surtout par un ensemble positif de mesures de protection familiale, maternelle et infantile. Aider la mère à accepter et à accueillir son enfant constitue une nécessité fondamentale de la cellule de base de notre société. »

Si on le laissait faire, il nous ramènerait au nom de la famille, de l'hygiène et de la maîtrise de soi aux bonnes vieilles ceintures de chasteté !!!

NON ROYER ! LES FEMMES NE SERONT PLUS DES FILLES DOCTILES, DES FEMMES FIDELES !

- Nous indiquons la libre disposition de notre corps, nous voulons avoir des enfants quand nous le voulons, si nous le voulons !

AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT, Y COMPRIS POUR LES MINEURES !

- Nous voulons prendre possession de notre corps. En profiter alors que ce sont les autres qui en profitent. Notre corps n'est pas un utérus qui souffre. Il n'est pas non plus celui d'une poupée faite à la chaîne. NOUS NE VOULONS PLUS ETRE MAMAN OU PUTAIN. Nous voulons jouir de notre corps. Nous ferons de la sexualité et de la maternité un plaisir pour nous aussi.

- Nous disons NON à la famille, première école d'apprentissage de la discrimination des sexes, d'apprentissage des rapports affectifs marqués par la possession, la soumission et la répression !

Les femmes s'organisent.

Le MLF est né après 68 de la désillusion des femmes de voir que même cette explosion révolutionnaire, pourtant porteuse de bien des aspirations, n'avait pas pris en charge leurs aspirations.

Parce que le sexisme divise la classe ouvrière, pour que la participation des femmes à la chute de ce vieux monde croulant ne soit pas un chèque en blanc à la Révolution, il faut que les femmes prennent en main leurs destinées : construire le mouvement autonome des femmes est une nécessité historique !

Ce mouvement sera permanent parce qu'il est porteur de changements radicaux et profonds de la société toute entière : non, jamais la bourgeoisie ne pourra satisfaire nos revendications, mettre à bas la famille par exemple...

Au contraire, elle emploiera tous ses artifices à mieux nous tromper pour consolider ce vieux tronc pourri. Et même après la révolution, une lutte importante nous attend avant que le sexisme soit banni de toutes les mentalités et cesse d'imprégner toute la société. Ce mouvement sera massif car les femmes se lèvent de plus en plus nombreuses ! Elles sont de plus en plus nombreuses à découvrir qu'une autre vie est possible. Ce mouvement de femmes se situera résolument aux côtés de la classe ouvrière, car la révolution socialiste est la condition première pour avancer vers l'émancipation des femmes. La « très féministe » madame Giroud qui ne vise qu'à aménager le système capitaliste, emploie toute sa démagogie à maintenir les femmes dans leur oppression, dans leur fonction de « pondeuses-couveuses »

Depuis 3 ans, à Tours, les femmes prennent la parole et s'organisent. Il est important que les femmes prennent conscience de leur oppression quotidienne et sournoise, vécue 24 heures sur 24, et cela ne peut se faire qu'entre femmes. A Tours des groupes femmes existent et se développent, dont les militantes de la LCR sont partie prenante. Si ces groupes n'ont eu pour l'instant qu'une apparition épisodique, c'est que les femmes ont fortement ressenti la nécessité pour elles de définir plus clairement leur oppression.

Nous regrettons que les camarades du PSU ne daignent s'apercevoir de leur présence que depuis la campagne électorale. Il est vrai que les groupes femmes peuvent être un enjeu intéressant pour M. Surduts qui se proclame candidate des luttes en particulier celles des femmes. Pourtant, dans sa plate-forme, elle ne met en avant que 2 mots d'ordre : libre disposition de notre corps - avortement libre et gratuit C'est l'essentiel mais ce n'est pas l'essentiel !

Quant à L.O., leurs militants nous expliquent que les femmes se « libéreront à l'intérieur du parti »...

Jusqu'à une date récente, le mouvement ouvrier n'a pas repris à son compte les revendications spécifiques des femmes sur leur oppression et leur exploitation.

Ce n'est que récemment que le mouvement autonome des femmes a réussi à les imposer dans le mouvement ouvrier : le développement des commissions syndicales femmes et des groupes femmes d'entreprises en témoigne. Cette jonction entre lutte des femmes et luttes des travailleurs est nécessaire pour que la révolution ne se fasse pas sur le dos des femmes, bien que le chauvinisme mâle régnant dans les rangs de la classe ouvrière la rende particulièrement difficile et conflictuelle comme le montre les incidents du 1^{er} Mai à Paris.

**Pas de socialisme sans libération des femmes !
pas de libération des femmes sans socialisme !**

